

# LA NUCLÉARISATION PROGRESSIVE DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

BERNARD RAVENEL \*

*La prolifération nucléaire constitue un axe déterminant de l'histoire des relations internationales. Cette grille de lecture s'applique au conflit israélo-palestinien et explique comment Israël, s'étant doté de l'arme nucléaire, entend en rester, à l'abri du parapluie américain, le seul détenteur dans la région. Cette décision d'établir une suprématie militaire totale lui permet de refuser tout compromis politique et rend compte de l'exceptionnelle durée du conflit ainsi que de sa stratégie de « contre-prolifération » nucléaire à l'égard des pays avoisinants.*

**A**u sommet d'Annapolis le 27 novembre s'est déroulée une double conférence, l'une très médiatisée a porté sur une « initiative de paix » au Moyen-Orient visant à proposer une voie de sortie au conflit israélo-palestinien, l'autre, derrière les rideaux, a cherché à construire un « front arabe » face à l'Iran. Une alliance régionale voulue par les États-Unis et Israël pour exercer vis-à-vis de l'Iran une « dissuasion » supérieure qui prévoit l'emploi d'armes nucléaires.

Ainsi soixante ans exactement après le plan de partage qui a permis la création de l'État d'Israël sans que depuis l'État palestinien prévu n'ait pu voir le jour, les États-Unis et Israël sont amenés à faire un choix stratégique crucial pour l'avenir non seulement de la région mais du monde. D'abord parce que le Moyen-Orient – avec ses ressources énergétiques – revêt une importance centrale pour les États-Unis pour lesquels le contrôle militaire de la région représente la défense d'un « intérêt vital » pour le maintien de leur domination sur le

---

\* PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITÉ-AFPS

monde. Ensuite parce que la confrontation avec l'Iran se situe dans un scénario explicite de guerre nucléaire, avec toutes les conséquences sur les équilibres mondiaux dominés par les puissances nucléaires.

Cette « nucléarisation » du conflit se réalise sous couvert d'un présumé « processus de paix » israélo-palestinien dont on sait qu'il n'aboutira pas à la fin du conflit. Comme si cette gestion du conflit israélo-palestinien – en clair le maintien de l'impasse politique – servait les objectifs stratégiques des États-Unis.

On s'interroge souvent sur la durée exceptionnelle de ce conflit. Soixante années après la création de l'État d'Israël et quarante années d'occupation de la Cisjordanie et de Gaza font du problème palestinien le plus long processus de décolonisation du xx<sup>e</sup> siècle et au-delà...

Une clé de lecture permet, au moins partiellement, d'expliquer sa durée. Elle tient, selon moi, à la décision des États-Unis, puissance globale, devenue nucléaire dès 1945-1947, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, d'établir un contrôle militaire et plus précisément nucléaire de la Méditerranée orientale et du Moyen-Orient, considérés comme un ensemble régional « d'intérêt vital ». Face à la « menace » soviétique proche, cette garantie devait être nucléaire. En outre le système nucléaire américain s'est de fait articulé sur le système nucléaire israélien lancé dès 1948 – année de création de l'État – avec l'accord américain, et opérationnel à partir de 1967. Depuis, Israël a manifesté sa volonté de maintenir le monopole régional de la possession de l'arme et d'exercer, sous le parapluie américain, une fonction de gendarme nucléaire pour interdire par la force aux pays de la région d'en disposer.

Ainsi a pu s'établir un contrôle absolu américano-israélien de la région fondé sur le nucléaire. Par conséquent la durée exceptionnelle du conflit s'explique par cette décision d'établir une suprématie militaire totale qui permet de refuser tout compromis politique.

Le rôle central du nucléaire comme arme décisive dans les relations internationales depuis 1945 a été peu souvent mis en exergue par les historiens ou les politologues.

Lorsqu'en 1998 sortit enfin un livre documenté sur l'histoire du nucléaire israélien<sup>1</sup>, l'historien israélien Tom

---

<sup>1</sup> Avner Cohen, *Israel and the Bomb*, Columbia University Press, New-York, 1<sup>re</sup> édition 1998. Seul livre global sur le problème.

Segev eut cette remarque suggestive : « ce livre d'Avner Cohen nécessitera la réécriture de toute l'histoire d'Israël ».

Pour sa part Paul-Marie de la Gorce, spécialiste réputé des questions stratégiques, dans son livre « L'aventure de l'atome », a noté que « la bombe A s'inscrirait désormais, plus que dans la panoplie des armes, dans l'équilibre des forces et dans les relations stratégiques internationales ».

En fait la prolifération nucléaire est une clé de lecture fondamentale de l'histoire des relations internationales depuis le bombardement du Japon jusqu'à aujourd'hui. Elle n'est pas un effet collatéral, elle est un axe déterminant.

L'objet de cet article est d'appliquer cette grille de lecture au conflit israélo-palestinien.

## **Le cadre géostratégique initial**

### **Une région stratégique**

Par sa situation géographique et historique le Moyen-Orient, carrefour des trois continents de l'Ancien Monde, est une région hautement stratégique. Au xx<sup>e</sup> siècle elle est devenue la principale région du monde pour ses richesses énergétiques (60 % des réserves prouvées), découvertes au moment même du partage du monde entre les impérialismes européens avant l'entrée en scène des États-Unis.

En outre la révolution soviétique par sa proximité géographique mais surtout par sa volonté de contribuer à l'émancipation des peuples de la région (voir le Congrès des peuples d'Orient, à Bakou en 1920) a amené les grandes puissances occidentales à renforcer leur contrôle sur leurs zones d'influence respectives. Les enjeux économiques et énergétiques sont vite devenus géostratégiques.

Après la Seconde Guerre mondiale, face aux États-Unis devenus en lieu et place de la Grande-Bretagne la nouvelle puissance globale<sup>2</sup>, le mouvement de libération arabo-

---

<sup>2</sup> Entre 1938 et 1948 la part des compagnies américaines dans la production en pétrole au Moyen-Orient est passée de 13,5 % à 55,2 %. Il faut se rappeler en outre que le président Roosevelt, au retour de Yalta, avait rencontré le roi d'Arabie, le roi d'Égypte et l'empereur d'Éthiopie, trois pays-clés de la future stratégie de « présence » américaine dans les zones cruciales du monde arabe et africain. D'autre part l'URSS exerce une pression sur ses

musulman est à la fois économique (récupération du contrôle des ressources) et politique (l'indépendance) et met en cause la présence impériale. A la fin des années 70 la révolution iranienne et l'intervention soviétique en Afghanistan démontrent la fragilité de la région du Golfe.

Pour les deux grands du système bipolaire (États-Unis et URSS) le Moyen-Orient et le Golfe constituent la zone la plus critique et la plus âprement contestée du Tiers-Monde.

Pour les États-Unis le contrôle de la région est indispensable pour la défense de leur position « globale », y compris pour mieux tenir l'Europe. Pour l'URSS, sa compétition stratégique avec les États-Unis lui impose une stratégie d'influence dans la région.

Dans ce contexte bipolaire Israël sera amené à jouer un rôle d'appoint et d'appui à la puissance dominante américaine, tout en développant ses propres capacités « de puissance ».

### **L'intrus israélien**

Dès le début de l'existence de l'État d'Israël le problème de la sécurité est le thème central du débat politique intérieur parce que structurellement lié à la survie physique d'un État imposé dans un contexte régional fondamentalement hostile.

Sur le plan géostratégique la constitution de l'État d'Israël est perçu comme l'installation dans le bassin oriental de la Méditerranée d'un élément colonial, au milieu d'un ensemble arabe plus ou moins directement colonisé par l'Europe et qui a commencé à contester son statut de dominé. Israël s'insère donc comme un « corps étranger » dans cette région sans définir ses propres frontières, reliant cette indétermination territoriale – en elle-même menace permanente pour ses voisins – à des considérations de sécurité. Cette configuration géopolitique est fondamentalement déstabilisante pour la région. Par son refus de fond de l'identité politique palestinienne cet état des choses amène Israël, face à la révolution anticoloniale arabe, à donner une place centrale à son appareil militaire. L'objectif de Tsahal est l'établissement d'une supériorité militaire absolue présentée comme unique solution au problème de la sécurité de l'État face au refus des États arabes de reconnaître Israël et à la volonté

---

frontières du sud, auprès de la Turquie (pour les détroits) et de l'Iran (pour son pétrole...).

d'anéantissement que Ben Gourion leur attribue. Se refusant à créer les conditions de son intégration dans le monde méditerranéen Israël sera amené à s'appuyer toujours plus sur la puissance extra-méditerranéenne qui poursuit la même stratégie de défense du statu quo politique, les États-Unis<sup>3</sup>.

En 1947 Truman soutient le plan de partage et reconnaît d'emblée la création de l'État d'Israël en mai 1948. La VIème flotte est déjà installée en Méditerranée orientale pour « contenir » l'expansion de l'URSS. En 1948 c'est le lancement du programme nucléaire israélien qui sera explicitement militaire à partir de 1955 dans le cadre d'une coopération bilatérale d'abord avec les États-Unis ensuite avec la France.

Dès 1949 un document du Conseil national de sécurité des États-Unis préfigure le fondement de l'avenir commun israélo-américain. « Il existe une mince possibilité à l'heure actuelle ou dans un proche avenir pour qu'Israël devienne une importante base car ce pays manque de facilités pour organiser de larges forces ou installations. D'autre part, il y a peu de raisons pour que les démocraties occidentales développent en Israël une base importante en raison de l'intérêt plus important à leurs yeux de la région du Caire et de Suez, plus développés et plus accessibles. Cependant, l'aire israélienne doit contenir un bon petit port artificiel à Haïfa et un excellent, quoique limité, système d'aéroports et de bases aériennes. Entre nos mains, ces installations aériennes seraient des plus utiles pour couper les lignes de communication de l'Union soviétique vers les richesses pétrolières du Moyen-Orient »<sup>4</sup>.

### **Le bipolarisme nucléaire en Méditerranée**

L'organisation structurée des relations internationales après la Seconde Guerre mondiale prendra la forme d'un système bipolaire produit du rapport des forces du moment. Cet ordre bipolaire établi par les États-Unis et l'URSS est inégal et à l'avantage des États-Unis et repose d'abord sur le monopole nucléaire américain. Les États-Unis sont une puissance maritime à vocation mondiale face à l'URSS

---

<sup>3</sup> Dès 1942 au Congrès de Baltimore, aux États-Unis, le mouvement sioniste, sous l'impulsion des sionistes américains, a fait le choix du parrainage américain pour le futur État d'Israël.

<sup>4</sup> Cité dans *Merip Reports*, mai 1982.

puissance continentale et puissance régionale au niveau de l'Europe.

Pour l'essentiel l'espace méditerranéen sera organisé de fait sous hégémonie américaine comme substitut à la domination britannique précédente. La Méditerranée sera donc un lac américain où les pays riverains ne seront pas essentiellement des partenaires mais des enjeux dans la rivalité Est-Ouest. Une confrontation Est-Ouest, quelle que soit la nature des opérations, serait appuyée par une action en Méditerranée. La forme de contrôle la plus significative utilisée par les deux grands est l'établissement de leur emprise nucléaire sur mer (armement nucléaire de flottes permanentes) et sur terre (installation de bases de missiles pouvant porter des charges nucléaires).

#### **L'équilibre de la terreur contre le droit à l'autodétermination**

Ce système, cet ordre dominant établi progressivement par les deux seuls vrais vainqueurs de la guerre, États-Unis et URSS, est connu sous le nom « d'équilibre de la terreur ». Par la menace absolue – celle de la destruction totale et irréversible – on tient ainsi en otage toute la population de la planète.

Cette menace est tellement totale, totalitaire même, qu'à la différence des autres terrorismes elle n'a pas besoin de l'épreuve du fait. Plus, elle a comme finalité d'éviter tout fait. Ce terrorisme international à l'état pur vise conjointement à conserver, à maintenir, le statu quo dans les limites acceptables pour les deux protagonistes de l'ordre bipolaire.

Le système s'appuie sur une règle : les deux super-puissances ont conquis l'hégémonie sur une grande partie de l'humanité – et d'abord sur l'Europe. Ces conquêtes sont inaliénables, l'équilibre de la terreur vise à signifier « si vous touchez à mes conquêtes vous risquez la destruction totale ». C'est la dissuasion du fort. Pacte clair appliqué d'abord à l'Europe mais qui ne concerne pas d'emblée toute la planète où la compétition reste vive, mais toujours à l'ombre de la menace thermonucléaire, et qui par conséquent ne peut dépasser certaines limites. Les zones grises – celles qui n'ont pas formellement fait l'objet d'un partage défini – restent hypothéquées par la lutte d'influence entre les deux grands et le pacte qui lie tacitement leur volonté de maintenir le statu quo.

Ainsi la dissuasion est devenue la norme dominante des rapports entre les États, niant par le primat de la force tout droit à l'autodétermination et déterminant entre les deux grands une course aux armements et une accumulation d'armes à la fois symbole et réalité de force et de pouvoir.

C'est dans ce contexte – progressivement constitué et qui n'exclut pas, bien au contraire, les crises – que s'est déroulée la décolonisation politique qui, de fait, a été contrôlée dans la mesure où sa dynamique a surtout mis en cause des impérialismes européens rivaux (Grande-Bretagne et France). Cette décolonisation a été gérée et dirigée par le système bipolaire comme réajustement d'une situation archaïque (voir la crise de Suez en 1956).

Au cours des années 60 les luttes de libération nationale se développent partout dans le monde (Amérique Latine, Vietnam, monde Arabe) y compris en Europe de l'Est où la Tchécoslovaquie souhaite s'autonomiser vis-à-vis de l'URSS. La réaction du système bipolaire est brutale (installation de dictatures militaires en Amérique latine, envoi massif de troupes américaines au Vietnam, intervention soviétique en Tchécoslovaquie). Au Moyen-Orient, en 1967 le grand oublié de la décolonisation politique du monde arabe, le peuple palestinien, rencontre avec la guerre des Six Jours non seulement Israël mais l'Occident tout entier. Message clair : l'Occident ne veut pas d'un État palestinien qui traduirait un trop net affaiblissement de ses positions au Moyen-Orient. Zone trop sensible où, pour les États-Unis, toute mutation régionale qui modifierait leurs positions acquises de suprématie régionale est inacceptable.

### **La nucléarisation progressive du conflit israélo-arabe**

A partir de la deuxième moitié des années 50, le refus par l'Occident de la décolonisation en particulier de la Palestine va entraîner une série de guerres au Moyen-Orient. Progressivement le conflit Est-Ouest fait place au conflit Nord-Sud. La relative passivité soviétique et le rôle des États-Unis montrent que les moments de solidarité de fait entre les deux superpuissances dans le cadre du respect des sphères d'influence respectives l'emportent sur les moments de compétition ouverte. Un risque de guerre nucléaire « limitée » liée à une confrontation Nord-Sud au Moyen-Orient est plus probable qu'un affrontement lié à la logique conflictuelle Est-Ouest.

### **1956 : la crise de Suez**

La nationalisation par l'Égypte de Nasser de la compagnie du Canal de Suez entraîne une expédition triangulaire israélo-franco-britannique pour punir Nasser. Expédition coloniale rappelant trop la politique européenne de la canonnière de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les États-Unis condamnent l'opération et le recours à la force. L'URSS menace Israël – mais aussi la Grande-Bretagne et la France – de missiles nucléaires.

Tel-Aviv opère vite son retrait du Sinaï et se voit conforté dans sa détermination d'accélérer la construction de l'arme nucléaire pour dissuader Moscou, selon le principe que rien d'autre ne peut équilibrer la force nucléaire qu'une autre force nucléaire<sup>5</sup>. En même temps Israël renforce ses liens avec la France pour obtenir son assistance dans la construction de la centrale de Dimona<sup>6</sup>.

Mais dans le choix israélien il y a aussi le souci de ne plus compter uniquement sur le parapluie nucléaire américain qui ne les protège pas des missiles soviétiques. Disposant alors de l'arme, Israël s'estimant menacé par ses ennemis arabes pourrait, pour obtenir un soutien militaire conventionnel des États-Unis, exercer à leur égard un chantage à l'emploi du nucléaire.

L'accélération du programme nucléaire israélien est donc le produit de la crise de 1956, mais au lieu de dissuader le monde arabe et en particulier Nasser, Dimona va être désormais la cible prioritaire de l'Égypte.

### **Juin 1967 : la guerre des Six-Jours**

A partir de 1960 la centrale de Dimona est opérationnelle et le programme nucléaire israélien est en marche pour aboutir en 1966 à la construction de l'arme nucléaire. Pendant ce temps les Égyptiens, informés de la proximité de l'acquisition de l'arme, veulent récupérer les terres arabes avant qu'Israël soit capable de la finaliser. Dès 1963 Nasser avait manifesté son inquiétude auprès des États-Unis. En 1966 il exprime le souhait que l'Égypte puisse développer l'arme nucléaire et fait

---

<sup>5</sup> Paul Marie de la Gorce, *La guerre et l'atome*, Paris, Plon, 1985.

<sup>6</sup> C'est la (trop) célèbre French Connection mise en place par Shimon Perès en liaison avec le Commissariat français à l'énergie atomique (CEA).



savoir en suite que l'URSS va lui offrir une protection nucléaire si les Israéliens développent l'arme nucléaire.

C'est alors que la question des armes nucléaires au Moyen-Orient prend une place prépondérante dans les discussions entre le Kremlin et la Maison-Blanche.

Nasser, négligeant la dissuasion, se prépare à bombarder Dimona considérée comme une cible de haute priorité. Des avions égyptiens survolent le site, un MIG 21 est abattu. Un projet d'attaque syro-égyptienne est annulé sur intervention soviétique.

Fin mai 1967 Israël, possédant deux bombes nucléaires, improvise deux dispositifs nucléaires et les rend opérationnels. La dissuasion va-t-elle opérer ? Le Premier ministre israélien Levi Eshkol, poussé par Sharon, craignant la destruction de Dimona, décide de lancer les hostilités et détruit l'aviation égyptienne au sol.

L'échec de la dissuasion nucléaire pousse aussi Israël à initier une nouvelles génération de guerres : l'attaque préventive. Le facteur nucléaire aura joué un rôle majeur dans le déclenchement – et donc l'issue – du conflit. Il ne perdra plus ce rôle.

En 1968, Israël fort de son succès ne signe pas le TNP malgré la pression américaine. Par la suite le gouvernement israélien fait savoir aux États-Unis que la dissuasion israélienne acquise depuis la guerre des Six Jours ôte toute volonté arabe de mener des attaques contre Israël, la question de Dimona rentre dans l'ombre. Pour Israël il n'y a donc aucune raison d'échanger la terre contre la paix... Pour le successeur de Nasser, Sadate, ce statu-quo est inacceptable : il lui faut défier la dissuasion nucléaire israélienne. Ce sera la guerre d'octobre 1973.

### **La guerre de 1973**

Le Caire, malgré l'arsenal nucléaire israélien, est obsédé par l'idée de récupérer le Sinaï alors qu'Israël est sûr de sa dissuasion. Les services de renseignements israéliens et américains ne voient rien venir.

Le 6 octobre c'est l'attaque surprise égypto-syrienne, les pertes israéliennes sont lourdes. Le 9 octobre l'armée israélienne place dans le désert plusieurs lance-missiles afin qu'ils soient visibles par les satellites américains et soviétiques. Tel-Aviv fait savoir que ces missiles Jericho sont équipés d'ogives nucléaires et prêts à frapper les capitales arabes. Le Premier ministre Golda Meir entend utiliser cette

mise en scène pour obtenir une aide militaire urgente. Dès le 14 octobre un pont aérien se met en place entre Washington et Tel-Aviv pour livrer les armements nécessaires. Le 22 octobre le Conseil de sécurité de l'ONU ordonne le cessez-le-feu qu'Israël viole dès le lendemain. Moscou, sur demande égyptienne, se prépare à l'envoi de troupes aéroportées pour garantir le cessez-le-feu. Nixon réplique le 25 en déclenchant la mise en état d'alerte nucléaire des forces américaines dans le monde entier. Moscou place alors ses divisions aéroportées en alerte maximum.

Finalement un nouveau cessez-le-feu est voté par le Conseil de sécurité le 25 octobre qui permet une sortie honorable aux Soviétiques.

Au final, le monde a-t-il échappé à la guerre nucléaire mondiale durant ce conflit de 1973 ? Israël, en déployant environ entre treize et vingt têtes nucléaires avec au moins trois lanceurs de missiles opérationnels, a-t-il envisagé sérieusement de les employer ? Ou ne s'agissait-il pas de faire intervenir les États-Unis ? Sadate à sa manière n'a-t-il pas cherché la même chose ?

Il semble que tant du côté américain que soviétique la même retenue l'ait emporté. Lors d'une conférence de presse le 25 octobre, Kissinger fit une déclaration significative : « nous possédons, chacun de nous, des arsenaux nucléaires capables d'anéantir l'humanité. Chacun de nous a un devoir particulier de veiller à ce que les confrontations restent dans des limites qui ne menacent pas la vie civilisée... » <sup>7</sup>.

Toujours est-il qu'entre 1967 et 1973 le conflit régional s'est internationalisé et apparaît comme le plus à même de susciter un affrontement direct entre les deux grandes puissances nucléaires. En même temps le développement du nucléaire israélien peut transformer Israël en acteur nucléaire autonome.

### **L'option nucléaire israélienne**

#### **Une assurance en cas de défaite conventionnelle majeure et une volonté de monopole régional**

L'arme nucléaire pour Israël réside dans la nécessité de compenser l'infériorité numérique vis-à-vis des pays arabes. C'est le concept d'asymétrie stratégique. Il s'agit d'éviter si

<sup>7</sup> Henry Kissinger, *Les années orageuses*, Paris, Fayard, 1982.

possible la guerre et de se procurer une assurance suprême en cas de défaite majeure par les armes conventionnelles. En même temps, en maintenant l'ambiguïté sur la réalité de cet armement, on permet d'éviter partiellement une montée parallèle du nucléaire du côté arabe.

Cette volonté de bloquer l'accès arabe au nucléaire n'est pas seulement conceptuelle. Elle se traduit pratiquement par une stratégie opérationnelle visant à détruire tout ce qui peut contribuer à en permettre l'accès. Une série d'opérations secrètes sont menées à cet effet : en 1963 en Égypte contre des ingénieurs allemands, en 1979 en France à La Seyne-sur-Mer contre un entrepôt abritant du matériel destiné à l'Irak (en 1976 Chirac a conclu un accord de coopération nucléaire avec Saddam Hussein), en 1980, à Paris, assassinat d'un ingénieur irakien, etc.

Ainsi, tout en développant quantitativement et qualitativement son arsenal nucléaire, l'État israélien a cherché par tous les moyens possibles à conserver au Moyen-Orient le monopole de ce type d'arme. Il s'agit là d'un choix stratégique majeur : Israël affirme sa détermination à empêcher la réalisation de tout programme nucléaire dans la région.

### **1981 : la 1<sup>re</sup> frappe préventive dans une logique de guerre nucléaire**

C'est dans ce cadre stratégique que se situe, en accord discret avec Washington, l'attaque surprise du 7 juin 1981 par une escadrille de chasseurs-bombardiers israéliens du réacteur de Tamouz-1 qui devait entrer en fonction à Osirak en Irak.

Pour la première fois dans l'histoire un État accomplit un acte de guerre – selon la doctrine de la première frappe préventive qui peut détruire par surprise l'essentiel de l'arsenal nucléaire de l'adversaire – contre un autre État dans le cadre de la logique de la guerre nucléaire. Un plan analogue est, d'évidence, déjà prêt pour l'Iran.

L'opération Osirak est devenue l'impératif stratégique de la politique israélienne décidée à maintenir son monopole nucléaire dans la région. C'est ce qu'on a appelé la « doctrine Begin »... En fait cette doctrine est mise en cause dès le lendemain d'Osirak : désormais les pays qui développeront dans la région un programme nucléaire prendront bien soin de le disperser et d'enterrer leurs installations.

En outre, avec l'arrivée des missiles balistiques, la configuration stratégique est totalement nouvelle. Face à eux, il n'y a pas de réponse défensive garantie. D'où la nécessité pour Israël de remettre en question sa conception de sa sécurité issue des années 1950. Désormais l'adversaire dispose d'une force de dissuasion qui peut devenir nucléaire ou chimique ou bactériologique. Face à ce risque d'agression à distance qui nécessiterait une nouvelle forme de dissuasion plus « stabilisante », les dirigeants israéliens maintiennent leur « vieille doctrine » définie par Ben Gourion et qui était fondée sur le principe de la « défense offensive », celle qui consiste à porter la guerre sur le territoire ennemi afin d'annihiler sa machine militaire. En même temps on se dote d'une capacité de deuxième frappe, en particulier avec des sous-marins.

Israël, en effet, n'entend pas renoncer à l'attaque préventive y compris nucléaire pour garder à tout prix le monopole régional. En fait, la doctrine sera définie, après le 11 septembre, en décembre 2001, par les États-Unis qui décident alors d'intégrer les armes nucléaires dans la doctrine de « l'attaque préventive ». Désormais Israël, comme les États-Unis, peut décider de mener « une attaque préventive sans préavis » même avec des armes nucléaires.

Ainsi Israël s'estime conforté par la nouvelle doctrine de Bush dans sa conception très particulière de la dissuasion. Pour Israël « ce concept est offensif, la dissuasion est vécue comme une coercition anticipée ou par des représailles cinglantes. C'est l'usage de la force qui, pour les Israéliens, convainc son entourage de l'inanité de l'action »<sup>8</sup>.

En dernière analyse, la réorganisation des « forces de défense » en termes de doctrine et de systèmes d'armes se réalise de telle manière qu'elle encourage dans les pays voisins une logique de course aux armements et, en particulier, de prolifération d'armes de destruction massive. L'État d'Israël sera inévitablement perçu comme un ennemi dangereux et poussera ses adversaires potentiels à se doter d'une capacité analogue. Ainsi Israël risque de donner une réalité à des menaces qui s'auto-réalisent. Tel est le dilemme posé par l'Iran.

---

<sup>8</sup> Jean-François Daguzan, « Le nucléaire israélien et la stabilité du Proche-Orient » *Maghreb-Machrek*, n° 180, été 2004, p. 102.

On mesure ainsi le niveau de gravité de la situation régionale à la veille d'une possible-probable « attaque préventive » américano-israélienne contre l'Iran. La conséquence immédiate en sera une prolifération nucléaire irréversible transformant le Moyen-Orient en région truffée d'armes nucléaires. L'holocauste nucléaire serait à moyen terme difficilement évitable.

Comme l'a déclaré Mordechai Vanunu <sup>9</sup>, l'hypothèse d'une guerre nucléaire au Moyen-Orient part de la prolifération dont le développement par Israël de son armement nucléaire est fondamentalement responsable. L'arsenal israélien a incité des pays de la région à se doter à leur tour, pour dissuader Israël, d'armes de destruction massive. Israël n'adhère pas au Traité de non-prolifération (TNP) avec les mécanismes internationaux de l'AIEA de contrôle et de surveillance qui lui sont inhérents. Ce qui a pour effet d'encourager encore davantage la prolifération d'armes nucléaires dans toute la région.

### **1990-2007 : prolifération et contre-prolifération au Moyen-Orient**

Après la fin du système bipolaire – qui offrait un cadre politique commode et simple en matière de relations internationales –, les États-Unis, restés la seule puissance globale, doivent tenir compte d'une multiplicité de facteurs régionaux caractérisés aussi par leur instabilité. Ils vont concentrer leurs efforts dans la région du Moyen-Orient et du Golfe, considérée comme une zone « d'intérêt vital ».

Dans cette région, marquée par le conflit israélo-arabe qui a induit une course aux armements générale, on enregistre donc la présence de considérables arsenaux, mais aussi différentes tentatives de prolifération nucléaire pour « équilibrer » Israël... Le risque que s'enclenchent des conflits locaux ne peut être considéré seulement comme un problème régional.

---

<sup>9</sup> Technicien israélien travaillant à la centrale nucléaire israélienne de Dimona, Mordechai Vanunu a fait 18 ans de prison pour avoir révélé au monde l'existence du nucléaire israélien. Voir *Pour la Palestine*, revue de l'AFPS, n° 42, juin 2004, « Vanunu, la lutte continue », pp. 36-37 (<http://www.france-palestine.org/article627.html>).

Mais cette nouvelle menace de prolifération ne pouvait être comparée avec celle que représentait l'URSS. Par conséquent, la dissuasion « classique » risquait de devenir un instrument politico-nucléaire inadéquat et « encombrant »...

La menace de prolifération dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée devait donc être affrontée d'abord avec des moyens militaires conventionnels. Le problème avait été déjà posé par Israël en 1981 quand l'aviation israélienne détruisit le réacteur irakien Osirak. Il s'était reposé pendant la guerre du Golfe en 1991, quand les États-Unis conduisirent pour la première fois une attaque sur une installation nucléaire irakienne en fonctionnement (Al Tuwaitha).

Cette situation nouvelle amènera les États-Unis, avec l'administration Clinton, à élaborer en 1993 une stratégie de contre-prolifération et à vouloir la faire partager par l'Otan. Face à un État « à risque », il faut se préparer, en cas d'échec des contrôles de l'AIEA, à une intervention militaire de type préventif pour « neutraliser » les armes produites, ou en production.

En outre, l'équipe de Bill Clinton ne croit plus à un équilibre des forces dans la région, par exemple, en jouant l'Irak contre l'Iran. Désormais, les États-Unis devront traiter tant l'Irak et l'Iran comme des États « voyous » (*Rogue States*), les isoler et les contenir. C'est la stratégie de « double maîtrise » (*dual containment*). L'objectif est de maintenir l'Iran comme l'Irak en état d'impuissance. Pour cela, les États-Unis, garants de la sécurité régionale et mondiale, doivent déployer suffisamment de forces pour dissuader et, si nécessaire, combattre à la fois l'Iran et l'Irak.

Mais cette stratégie affichée ne prend pas en considération les menaces qui pèsent sur la sécurité iranienne, notamment les deux cents armes nucléaires d'Israël. L'Iran présente à nouveau en 1993 devant l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies sa proposition de transformer le Moyen-Orient en zone dénucléarisée. Refus des États-Unis et d'Israël.

Dans une intervention importante, le vice-ministre iranien des Affaires internationales, Mohammed Javad Zarif, développe devant la Commission du désarmement de l'ONU à New York, une critique de fond de la politique américaine de non-prolifération : « L'erreur la plus fondamentale dans le régime international de non-prolifération est probablement l'application du double standard qui a amené une prolifération sélective des armes nucléaires. Ceci a non seulement diminué

l'autorité et l'applicabilité du TNP, mais a eu aussi des répercussions sur la paix et la sécurité internationale, et régionales, en retardant les initiatives régionales. Dans notre région, l'acquisition des armes nucléaires par Israël a arrêté tous les efforts pour l'établissement d'une zone non nucléaire dans le Moyen-Orient, en dépit de l'aval continu de l'Assemblée générale sur les vingt dernières années, depuis que cette voie a été avancée par l'Iran. [...] Mais pire encore, la menace posée par le refus d'Israël à rejoindre un régime nucléaire international quelconque, à accepter le TNP ou les règles de contrôle de l'AIEA, couplé avec la poursuite d'une politique sélective de prolifération, au lieu de la non-prolifération, par les États nucléaires, ont augmenté le potentiel de prolifération des armes de destruction massive au Moyen-Orient. »<sup>10</sup>

### **La révolution stratégique américaine et l'avenir du Moyen-Orient**

Mais pour mieux saisir la nature concrète actuelle du risque nucléaire au Moyen-Orient, il faut partir de l'évolution de la stratégie des États-Unis puisque ce sont eux qui, en dernière analyse, décident du rôle nucléaire d'Israël.

L'élaboration d'une nouvelle stratégie nucléaire s'est formalisée en décembre 2001 (trois mois après le 11 septembre) avec la « *Nuclear Posture Review* »<sup>11</sup>. Celle-ci a intégré les armements nucléaires dans l'ensemble du système militaire américain à l'égal des armes conventionnelles pour en rendre effectivement possible l'utilisation.

La nouvelle doctrine mise en place par la suite, dite « *Doctrine for Joint Nuclear Operations* » (DJNO), prévoit explicitement une attaque nucléaire préventive contre des pays qui « entendent » utiliser des armes de destruction massive.

Pour ce faire, les stratèges américains ont essayé de banaliser le risque nucléaire militaire et d'annuler la distinction entre guerre nucléaire et guerre conventionnelle en abaissant fortement le seuil de la première. Par exemple, comme ballon d'essai, les États-Unis utilisent des projectiles

---

<sup>10</sup> Nadir Barzom, *L'Iran nucléaire*, L'Harmattan, 2006, p. 202.

<sup>11</sup> *US department of Defense, Nuclear posture review*, 21 décembre 2001.

à uranium appauvri en Irak, en Yougoslavie et en fournissent à Israël pour le Liban et peut-être pour la Palestine. L'arme nucléaire doit être considérée comme un explosif comme les autres à utiliser sur le champ de bataille et non plus comme ultime recours.

Ainsi, comme corollaire de la doctrine de guerre préventive, on construit une génération d'armes nucléaires nouvelles plus précises, prévues contre des structures souterraines profondes : les *mini-nukes*.

L'attaque contre l'Iran prévoit explicitement, dans l'intitulé doctrinal lui-même, l'usage d'un mélange d'armes conventionnelles et d'armes nucléaires avec des têtes de puissance très petite <sup>12</sup>.

À imaginer ce scénario – il y en a d'autres – on en vient à se demander quelle est en réalité l'objectif de cette folie de l'administration Bush. S'agit-il, dans une logique de « destruction créative » de mener le Moyen-Orient vers un point de non retour, de le désagréger, de le faire littéralement exploser, de créer un chaos tel que même une administration démocrate ne pourra reprendre en main ?

Mais pour les États-Unis, le contrôle du Moyen-Orient et de ses ressources revêt une importance stratégique décisive. C'est pour cette raison qu'ils ont décidé en accord stratégique total avec Israël d'empêcher les pays du Moyen-Orient d'utiliser la technologie nucléaire pour atteindre une capacité nucléaire et d'influence régionale. Sauf Israël, qui a développé un puissant arsenal nucléaire. Pour cela, leur stratégie est passée de la non-prolifération – à travers les mécanismes de l'AIEA – à la contre-prolifération unilatéralement décidée et mise en œuvre par les États-Unis.

---

<sup>12</sup> Nous sommes en présence encore une fois d'un scénario extraordinaire : la menace vient de l'Iran qui a adhéré au TNP, qui ne possède pas d'armes nucléaires et qui reste sous le contrôle de l'AIEA. Elle ne vient surtout pas d'Israël, qui n'a pas adhéré au TNP, qui possède des armes nucléaires braquées sur l'Iran et sur le monde arabe et qui refuse tout contrôle de l'AIEA. Et pourtant, personne parmi les experts plus ou moins indépendants ne croit sérieusement que l'Iran ait des armes nucléaires. Les institutions spécialisées américaines et maintenant les « renseignements américains » dans leur ensemble parlent même d'un délai d'environ dix ans.



L'absence – c'est à dire le refus israélien, soutenu de fait par les États-Unis – d'une solution politique d'ensemble au conflit israélo-arabe en général et au conflit israélo-palestinien en particulier, a entraîné dans la région une dynamique de course aux armements faisant désormais du Moyen-Orient une poudrière nucléaire. Face au programme nucléaire iranien, les États-Unis et la France, à travers la vente de réacteurs, tentent de doter les pays arabes de la technologie nucléaire qui peut leur permettre d'accéder à terme à la bombe.

La détention par Israël du monopole nucléaire à l'échelle de la région, lui assurant une supériorité militaire totale articulée sur une alliance stratégique avec les États-Unis, lui a permis, même en acceptant un « processus de paix » exigé par la communauté internationale, de continuer la colonisation de la Palestine c'est-à-dire l'objet même du conflit. Après Oslo en 1993-1994 comme après Annapolis en 2007-2008.

L'impasse politique ainsi créée et entretenue, s'ajoutant au refus de retrocéder le Golan à la Syrie, a abouti à une régionalisation du conflit et aussi à sa nucléarisation progressive. Il en résulte, en l'absence de toute perspective politique, un risque toujours plus grand de « guerre nucléaire limitée » présentée par ses partisans comme une solution « naturelle » aux problèmes posés – mais dont les conséquences, difficiles à imaginer, seraient sûrement tragiques<sup>13</sup>.

---

<sup>13</sup> NB. Cet article serait moins précis et documenté sans l'apport du livre de Mohamed Abdel Azim, *Israël et la bombe atomique – La face cachée de la politique américaine*, L'Harmattan, 2006. L'auteur a étudié les archives américaines plus ou moins accessibles, parfois rendues volontairement illisibles... Un travail pionnier.

